



Le mot du président

Il y a deux façons de présenter un rapport d'activités. En s'en tenant aux chiffres. Ou en leur donnant du sens, du souffle et de l'âme. Les deux sont indissociablement liés pour une association comme la nôtre.

En 2017, Entraide et Fraternité a soutenu **66 partenaires dans 15 pays du sud**. Comme par le passé, notre travail a consisté à soutenir des partenaires et à leur donner les moyens de mener leur action au service de leurs projets. Ces projets se regroupent en quatre programmes détaillés par ailleurs dans ce rapport annuel : le droit à l'alimentation, les droits des enfants, les droits civils et politiques, les initiatives citoyennes de solidarité internationale. L'autre activité dominante d'Entraide et Fraternité est l'éducation au développement ou **la formation de l'opinion publique aux questions de la solidarité**. Cet axe se réalise à travers diverses activités : conférences, rencontres et publications, campagne de Carême, animations dans le monde scolaire et auprès de groupes de citoyens solidaires. Dans toutes ces occasions, nous travaillons avant tout sur le registre de la solidarité et de la justice.

Il ne faut pas s'en cacher : ces actions sont difficiles à mener. L'aide publique, importante, est en diminution constante. Si les ressources que nous allouent les autorités sont garanties pour cinq ans, elles subissent chaque année des ponctions justifiées par les politiques de rationalisation budgétaire. Si nous parvenons à maintenir le cap, c'est en raison de **la contribution généreuse des publics** qui nous sont fidèles et qui répondent à nos campagnes.

Les actions de solidarité doivent répondre à un océan de besoins **dans un monde de plus en plus illisible et où les inégalités sont de plus en plus criantes**. À ceux qui nous interrogent sur l'utilité réelle de notre travail, nous répondons qu'en contribuant à la réalisation des projets de nos partenaires, nous contribuons à créer des lieux, des épisodes de justice. Nous contribuons à créer du possible. Par ailleurs, **en interpellant l'opinion publique et les décideurs politiques**, nous empêchons les satisfactions faciles comme les renoncements que justifierait un réalisme trompeur.

En 2018 se clôturera le mandat de président du Conseil d'administration que j'ai reçu de l'Assemblée générale il y a 8 ans. Pendant ces années, Entraide et Fraternité a considérablement renforcé sa présence aux causes que nous soutenons. Le CA est particulièrement fier du travail accompli par **les équipes de permanents et de volontaires** en relation avec nos partenaires du Nord et du Sud. La vie de notre association reste commandée par **des principes exigeants de solidarité et de justice** qui s'imposent plus particulièrement à celles et ceux qui sont convaincus de l'actualité du message évangélique. Chacun y a contribué, à sa manière et à partir des tâches qui lui étaient confiées. **Que tous - y compris nos nombreux donateurs et donatrices - en soient remerciés** et qu'Entraide et Fraternité poursuive longtemps sa mission sans jamais oublier son objectif ultime : « Pour que la Terre tourne plus juste ! »



Michel Molitor

PROGRAMMES INTERNATIONAUX

Le travail international d'Entraide et Fraternité est multi-facettes. Nous soutenons des projets dans le cadre de **quatre programmes**. Avec un leitmotiv commun à toutes nos actions : ce sont les « populations » qui sont au centre des

projets, au centre du changement car elles sont les premières concernées et les premières actrices de ce changement. C'est la condition indispensable à la réussite de notre ambition : faire tourner la terre plus juste.



Droit à l'alimentation

Le droit à l'alimentation est notre programme le plus important : il soutient l'agriculture familiale durable dans 10 pays. La Coopération belge au développement soutient une grande partie de ce programme. Après trois années consacrées à promouvoir la transition des systèmes agricoles et alimentaires vers l'agroécologie, notre programme *Pour que la Terre tourne plus juste : souveraineté alimentaire pour tous* va plus loin en cherchant à diversifier davantage les revenus des paysans, à rassembler les paysans en coopératives et à faire valoir leurs droits face aux autorités.



Droits des enfants

La défense des droits des enfants est un programme relativement nouveau, construit autour de l'expression de leurs besoins et de leur participation au changement de leurs conditions de vie.



Droits civils et politiques

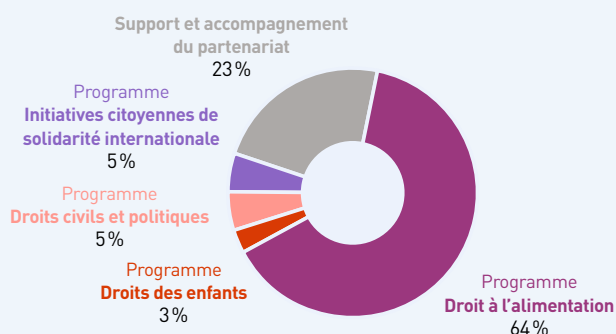
La promotion des droits civils et politiques est une préoccupation déjà ancienne d'Entraide et Fraternité qui soutient des associations de la société civile dans leur combat pour faire entendre la voix des plus faibles et dans leur opposition à la criminalisation des mouvements sociaux en lutte pour la justice.



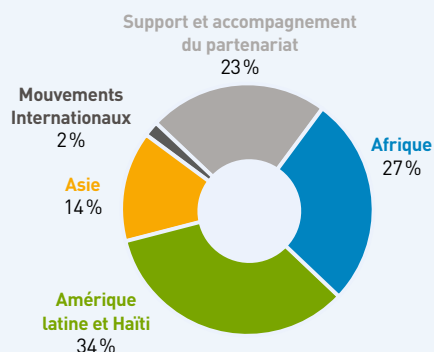
Initiatives citoyennes de solidarité internationale

Les initiatives citoyennes de solidarité internationale sont soutenues par des groupes de citoyens qui s'associent à Entraide et Fraternité afin de renforcer l'impact de leur soutien à des organisations locales.

PROGRAMMES FINANCÉS



RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE



En 2017, Entraide et Fraternité a soutenu 66 partenaires dans 15 pays



MEXIQUE



GUATEMALA



NICARAGUA



HAÏTI



TOGO



RD CONGO



PÉROU



BRÉSIL

**AMÉRIQUE
LATINE
& HAÏTI**

6 PAYS
29 PARTENAIRES

867.636 €



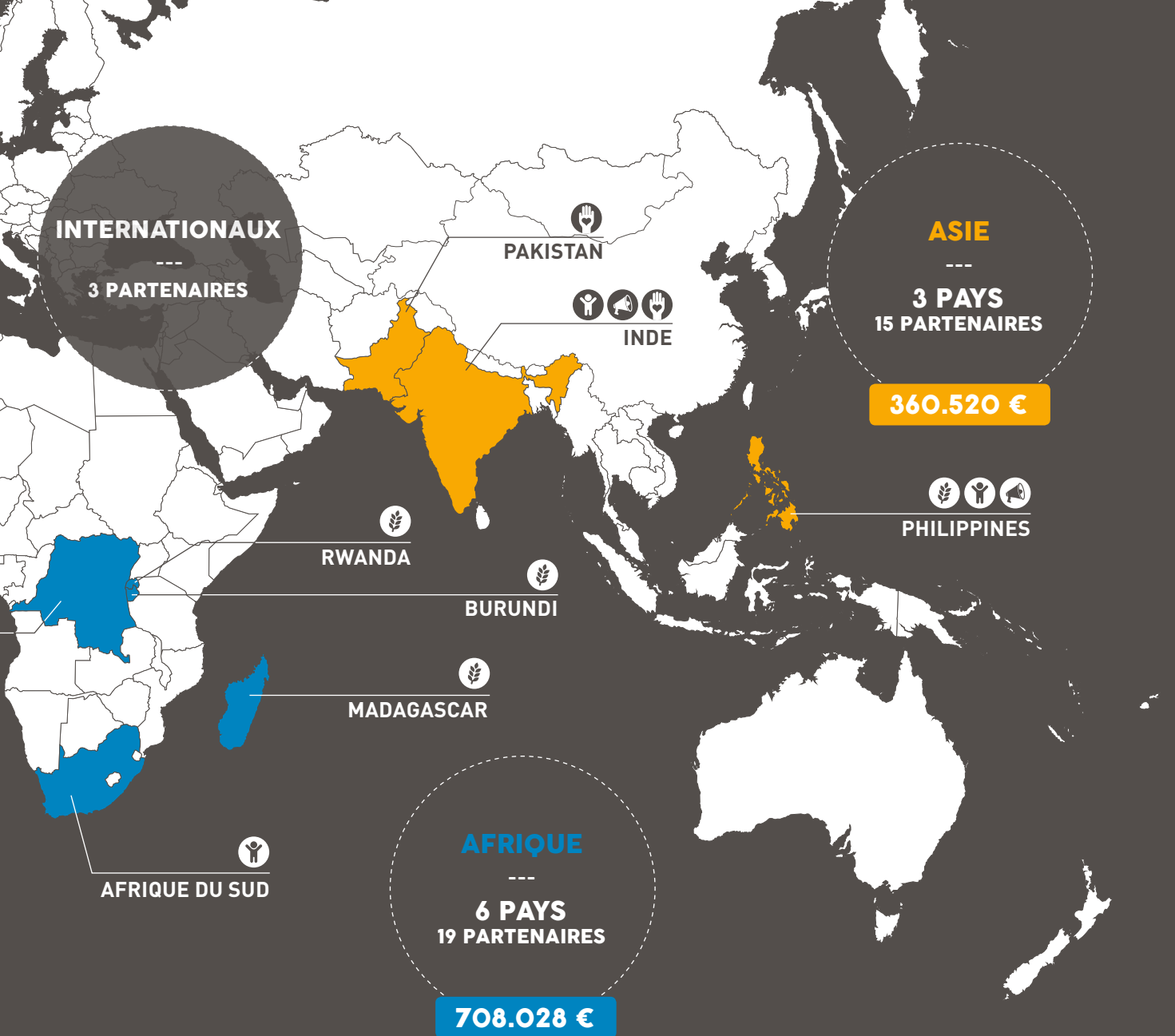
PROGRAMME
DROIT À L'ALIMENTATION

1.664.055 €



PROGRAMME
DROITS DES ENFANTS

72.896 €





PROGRAMME DROIT À L'ALIMENTATION

39 PARTENAIRES

10 PAYS

1.664.055 €

Plus que jamais, l'alimentation est un droit. **La planète pourrait nourrir toute la population qui y vit. Or, chaque jour, des centaines de millions de personnes ne mangent pas à leur faim.** En coopération avec des organisations partenaires locales, Entraide et Fraternité a lancé en 2017 son nouveau programme de cinq ans pour le droit à l'alimentation (*Pour que la Terre tourne plus juste : souveraineté alimentaire pour tous*). Ce programme mise sur le développement et le renforcement d'une agriculture familiale et durable. Entraide et Fraternité développe ce programme dans 10 pays, avec le soutien de la DGD (Direction générale de la Coopération) dans sept d'entre eux : Burundi, Guatemala, Haïti, Madagascar, Nicaragua, Philippines, RD Congo. Le Mexique, le Rwanda et le Brésil sont, eux, soutenus uniquement sur fonds propres.

L'AFRIQUE DES GRANDS LACS EN PLEINE DÉRIVE

Les trois pays de la région des Grands Lacs qui partagent une histoire commune avec la Belgique (Burundi, Rwanda, RD Congo) connaissent **la même dérive autocratique** qui a abouti pour le Burundi et la RD Congo à la suspension de la coopération bilatérale par le gouvernement belge. **En RD Congo, le président Kabila n'a toujours pas organisé en 2017 les élections** qui devaient avoir lieu en vertu de l'accord de la Saint-Sylvestre 2016. Il les promet pour 2018 mais, entre-temps, le passage de l'an a été marqué par la répression de manifestations tenues à la sortie de la messe du dimanche. **Au Burundi, le président Nkurunziza entend lui aussi s'accrocher longtemps au pouvoir** : en octobre 2017, il a annoncé la prolongation des mandats présidentiels de 5 à 7 ans et son intention de briguer son maintien au pouvoir jusqu'en 2032, rendant dans les faits caduc l'accord de paix d'Arusha de 2000.

Au Rwanda, le président en exercice, Paul Kagame, à la tête du pays depuis 1994, a été réélu le 4 août 2017 avec 98,7% des voix.

4 OBJECTIFS

- Assurer la sécurité alimentaire via la valorisation de l'agriculture familiale agroécologique et la diversification des revenus des petits paysans
- Favoriser la participation des communautés de base aux décisions les concernant
- Développer des conditions de vie résilientes et durables
- Sensibiliser aux questions d'égalité entre les hommes et les femmes





RD CONGO

Entraide et Fraternité soutient trois partenaires (APEF, CAB et GEADES) dans la région du Sud Kivu. Le programme a permis à 6.150 ménages agricoles, regroupés dans 85 organisations paysannes, d'acquérir des compétences techniques et des moyens adéquats pour accroître leur production, d'accéder aux marchés et d'améliorer leurs revenus. Les organisations paysannes ont renforcé leurs capacités à produire tout en préservant l'environnement, à valoriser et à vendre leurs produits à des prix rémunérateurs et à défendre les intérêts de leurs membres. Voici quelques résultats significatifs.

L'APEF (Association pour l'entrepreneuriat féminin) a organisé 14 sessions de formation (auprès de 418 personnes) et de sensibilisation à

la gouvernance des coopératives, à la gestion des micro-entreprises et à la génération de revenus issus de l'agropastoralisme.

C'est également sur ce terrain qu'est actif le **CAB** (Comité anti-bwaki) qui a formé 1.799 personnes (dont 921 femmes) aux compétences techniques, organisationnelles et managériales en vue de la professionnalisation des coopératives agricoles.

Outre 81 formations aux techniques agricoles et 26 émissions de radio sur le thème de l'agroécologie, le **GEADES** (Groupe d'études et de développement pour le Sud Kivu) a acheté des outils pour aider des jeunes maraîchers (houes, machettes, bêches, pulvérisateurs, arrosoirs...).



BURUNDI

Le **CAM** (Centre agropastoral de Mutwenzi) a organisé la formation aux techniques agroécologiques de production de 68 paysans dont 52 hommes. Il a également formé 42 jeunes sans terre, dont 16 filles, en apiculture, myciculture (culture des champignons), culture des légumes et fruits et autres (parfois nouvelles) activités génératrices de revenus.

Pour sa part, **CEPRODILIC-ADEPE** (Centre de production et de distribution de la littérature chrétienne - Agence de développement et de protection de l'environnement) a organisé de très nombreuses formations aux différents thèmes liés à l'agroécologie pour 385 paysans dont 171 femmes. Il a également aménagé des pépinières sylvo-agricoles qui favorisent la fertilisation des sols et la protection de l'environnement.

Enfin, **L'OAP** (Organisation d'appui à l'autopromotion) a aidé 61 organisations de producteurs à améliorer leur fonctionnement et 140 organisations de producteurs à maîtriser les techniques agroécologiques et disposer de moyens pour augmenter durablement la production.



RWANDA

Entraide et Fraternité collabore avec **Aprojumap** (Association pour la promotion des jumelages et de l'amitié entre les peuples) depuis 2010 au renforcement de la production des coopératives agricoles dans les districts de Huye et Nyamagade.

Aprojumap a formé 40 encadreurs-relais, dont 15 femmes, à la gestion et la remise en état des pépinières d'arbres fruitiers principalement en vue d'augmenter la production agricole. Neuf coopératives ont bénéficié de semences. 30 boucs ont également été achetés et distribués aux encadreurs-relais afin de produire de l'engrais organique indispensable à la fertilité des sols.

40 encadreurs de pépinières
9 coopératives soutenues
30 boucs achetés

MADAGASCAR, UN CHEMIN DIFFICILE VERS LA RÉSILIENCE

Madagascar est **un des pays les plus pauvres de la planète** selon l'indice de développement humain des Nations unies, se classant 154^e sur 188 pays. En 2017, le secteur agricole, principale source de revenus pour plus de 80% de la population (et qui contribue pour près de 30% au PIB), a été durement affecté par **les catastrophes naturelles**. La production de riz a baissé de 20% par rapport à l'année passée. Cette situation a renforcé la pauvreté d'une partie de la population (plus de 76% des habitants vivent sous le taux d'extrême pauvreté).

MADAGASCAR

Dans ce contexte difficile, les organisations partenaires ont déployé un effort colossal pour mettre en place les bases du nouveau programme pour le droit à l'alimentation. Au total, 1.642 ménages ont été formés et ont adopté les techniques agroécologiques enseignées. Ces techniques renforcent la résilience des paysans et permettent de croire en un avenir meilleur. De plus, une formation en cascade au marketing agricole a été dispensée aux organisations paysannes sur les filières agricoles les plus porteuses.



60 fermes-modèle mises en place
400 ménages formés
2.750 kg de semences distribués



ères formés (dont 15 femmes)
s

Caritas-Antsirabe a mis en place 60 fermes-modèle destinées à promouvoir et mettre en évidence les bénéfices de l'agroécologie. Trois pépinières d'arbres fruitiers et d'arbustes ont également été mises en place.

La Coalition paysanne de Madagascar de la région Vakinankaratra a formé 400 ménages à l'agroécologie et distribué 2.750 kg de semences.

Le Centre Saint-Benoît a formé des membres des communautés dans 45 villages et distribué 700 dépliant d'information sur l'agroécologie. Il a soutenu le développement de pépinières de girofliers, caféiers, citronniers et vanilliers.



HAÏTI

HAÏTI, UNE LUTTE PERMANENTE

En février 2017, **Jovenel Moïse a été élu à la présidence de Haïti**. Ayant fait fortune dans l'exportation de bananes, cet homme accusé de blanchiment d'argent **est favorable à la grande exploitation agricole** (implantation de zones franches sur les terres agricoles, promotion de l'extractivisme et du tourisme de luxe...) **et non au soutien aux petits producteurs qui pourtant nourrissent le pays et écartent les risques de famine**.

2,7 millions d'Haïtiens vivent dans une pauvreté accrue et ont un besoin d'aide d'urgence dans un pays particulièrement soumis aux **catastrophes climatiques** comme l'ouragan Irma qui a dévasté toutes les Caraïbes en septembre 2017 et qui a surtout frappé Haïti par le biais de précipitations provoquant de grosses inondations. Dans ce contexte, au-delà du travail d'urgence, il n'en est que plus impératif de **relancer l'agriculture paysanne familiale car c'est elle qui permet la sécurité alimentaire des Haïtiens**.

Les partenaires **PAPDA, ICKL, SAKS, SOFA et Tèt Kolé** travaillent de concert pour la promotion de l'agroécologie et de la souveraineté alimentaire. Un total de **1.585 familles, souvent fort vulnérables, vivant dans les zones reculées**, membres des organisations de base, sont ciblées par **des actions d'économie solidaire et des appuis à la production-commercialisation de leurs récoltes**.

Tèt Kolé (Tèt Kolé Ti Peyizan Ayisyen) a priorisé l'élevage caprin : 51 chèvres ont été achetées et distribuées dans les communes de Marmelade et de Ouanaminthe. L'association a également acheté et distribué 183 kg de semences de haricots à 39 bénéficiaires

dont 25 femmes ainsi que 127 sachets de deux variétés de chou au profit de 68 producteurs dont 20 femmes.

De son côté, **PAPDA** (Plateforme haïtienne de plaidoyer pour un développement alternatif) a soutenu la mise en place de jardins communautaires et individuels au profit des femmes membres de l'**AFLIDEPA** (Association des femmes de Limonade pour le développement de la production agricole et artisanale). Ainsi, plus d'une cinquantaine de femmes ont pu bénéficier de 428 kg de semences de haricots et de 367 kg d'arachides. Cette activité a permis une augmentation de plus de 30% de la production familiale pour une augmentation de revenus d'environ 20 à 25% pour la fête de fin d'année.

Le financement d'un élevage bovin à Petit-Goâve a été réalisé par l'**ICKL** (Institut culturel Karl Lévêque). L'association a fait l'acquisition de 38 vaches et 2 taureaux. 40 membres des organisations de base issus de 40 ménages différents (dont 16 femmes chefs de ménage) en sont les premiers bénéficiaires. La vache restera leur propriété jusqu'au premier velage : le veau restera pour le bénéficiaire, la vache partira chez un nouveau membre de la communauté et ainsi de suite. Les animaux renforcent ainsi les sources de revenus des familles après le passage de l'ouragan Matthew.



1.585 familles accompagnées
51 chèvres et 38 vaches fournies
978 kg de semences distribués
4 radios communautaires soutenues



132 agriculteurs dont 75 femmes formés
6 groupes d'autogestion forts de 56 femmes

PHILIPPINES

Entraide et Fraternité continue à soutenir les organisations locales actives sur l'île de Mindanao, en se focalisant sur la formation. Celle-ci participe au renforcement des compétences et aux échanges d'idées et de bonnes pratiques.

Les partenaires **DKMP** (Demokratikong Magbubukid ng Pilipinas) et **CONZARRD** (Convergence of NGOs/POs in Zamboanga del Sur for agrarian reform and rural development) ont continué à développer leurs fermes-modèle : ces dernières servent de centres de formation, de centres de





GUATEMALA

Dans l'ouest du Guatemala, région montagneuse où la population est en grande partie indigène (maya), la population vit de l'agriculture et de l'élevage à petite échelle. Entraide et Fraternité travaille dans cette région en collaboration avec cinq partenaires pour une valorisation de l'agriculture paysanne durable. En 2017, 132 agriculteurs (dont 75 femmes) de 8 associations de San Marcos et de Totonicapán et 18 communautés des municipalités de Totonicapán, San Francisco el Alto, Nahualá, Sololá ont été formés à la mise en place de parcelles agroécologiques.

CEIBA (Asociación para la promoción y el desarrollo de la comunidad), partenaire d'Entraide et Fraternité depuis 2012, soutient le développement d'exploitations familiales qui ciblent principalement les femmes mayas. Actuellement, il y a 6 groupes d'autogestion communautaires consolidés à Sololá, au sud-ouest du Guatemala, comprenant au total 56 femmes qui s'organisent pour mener des activités agroécologiques, épargner et gérer des micro-entreprises. Grâce à ces groupes, les femmes sont habilitées à exercer un plus grand contrôle sur les décisions qui affectent leur vie. Elles peuvent aussi de la sorte améliorer le développement économique pour générer une meilleure répartition des responsabilités dans la famille.

GUATEMALA, LES MINORITÉS MAYAS EN DANGER

Au Guatemala, la situation de grande détresse d'une partie de la population, spécialement les minorités indigènes mayas avec lesquelles travaille Entraide et Fraternité, a continué à se détériorer. **Des milliers de personnes ont encore fui le Guatemala en 2017 pour échapper aux inégalités et aux violences qui secouent le pays.** Les défenseurs des droits humains, en particulier ceux qui travaillaient sur les questions liées à la terre, au territoire et à l'environnement, ont fait face à de nombreuses menaces et campagnes de diffamation.

stockage de récolte et d'entreposage de machines agricoles communautaires ; elles sont aussi des lieux d'expérimentation de semences traditionnelles et de production d'engrais et de compost organique. DKMP a également pu investir dans la construction d'une zone de séchage de riz dans le cadre du programme. Près de 6 tonnes de riz peuvent maintenant être séchés quotidiennement.

LAFCCOD (Lanao aquatic and marine fisheries center for community development), quant à lui, est impliqué principalement auprès des communautés de pêcheurs pour toutes les questions liées à la pêche, à la protection des espaces marins et à la réduction des risques liés aux désastres naturels. Les communautés de pêcheurs sont ainsi impliquées dans des activités de production et plantation de mangroves (230.000 en un an) afin de générer une source alternative de revenus, mais aussi dans la création d'une barrière de protection naturelle qui préserve la biodiversité de la faune et flore marines, notamment face aux désastres climatiques.

6 tonnes de riz séchées par jour
600 agriculteurs soutenus dans l'acquisition d'une terre
230.000 mangroves plantées en un an





PROGRAMME DROITS DES ENFANTS

7 PARTENAIRES

6 PAYS

72.896 €

Bien que les droits des enfants constituent un tout indivisible, Entraide et Fraternité met l'accent sur le droit à la participation des enfants aux décisions qui les concernent. La participation permet aux enfants de s'exprimer, de dire leurs besoins et de

participer au changement de leurs conditions de vie. Elle est la condition préalable à l'exercice de tous leurs autres droits, que cela soit au sein des familles, des établissements scolaires ou encore de la communauté au sens large.

PÉROU, UN RENFORCEMENT DES INÉGALITÉS MALGRÉ LA CROISSANCE

Au **Pérou**, 35% de la population vit en-dessous du seuil de pauvreté. Ainsi, en dépit du récent essor économique du pays, la situation des Péruviens n'en demeure pas moins précaire. Un grand nombre d'enfants sont obligés de travailler pour aider leurs familles. **Le chômage** touche, en

effet, **de nombreuses familles** qui se retrouvent ainsi **sans ressources** et ne peuvent plus subvenir ni à leurs besoins fondamentaux ni à ceux de leurs enfants. Les enfants affaiblis subissent pleinement ces conséquences et voient leurs droits et libertés gravement restreints.



En 2017, Entraide et Fraternité a démarré un nouveau programme (*Nord et Sud, petits et grands, engageons-nous pour nos droits !*) au **Pérou** en collaboration avec l'ONG belge Geomoun, l'organisation locale **Kallpa** qui œuvre au renforcement des organisations communautaires au service de la petite enfance à San Juan de Lurigancho, dans la banlieue de Lima, et l'organisation locale **Chibolito** qui participe au déve-

loppement éducatif et social d'enfants et d'adolescents des rues à Cajamarca.

Entraide et Fraternité travaille avec ces deux organisations locales péruviennes depuis près de 20 ans mais ce programme permet de renforcer son engagement en faveur des droits des enfants, en soutenant la mobilisation des acteurs-clés des communautés.



Dans les communautés de San Juan de Lurigancho (13 de Mayo, 25 de Diciembre et Casuarinas de Nueva Vida), **Kallpa** favorise la création de comités de vigilance. Composés pour chacun de 5 dirigeants et de 5 agents de protection communautaire (tous élus par la communauté), leur mission est de veiller à ce que les enfants et les jeunes accèdent à des services de santé, d'éducation, de protection et de récréation, tout en appuyant le rôle de la famille en tant que premier espace de protection des enfants. En 2017, 15 agents de protection (14 femmes et 1 homme) ont été formés à remplir les tâches des comités de vigilance.

Kallpa organise également des ateliers sur la violence subie par les enfants. Un atelier (*Ensemble pour une enfance sans violence*) visait, par exemple, à promouvoir l'égalité et le respect des enfants, des adolescents et des mères afin de réduire les taux de violence dans les foyers de la communauté.

Grâce à son école Yakapacha, **Chibolito** permet à des enfants en dehors du système scolaire officiel

d'accéder à une éducation adaptée à leur rythme et à des activités de loisirs. Ainsi, en 2017, 14 enfants (7 garçons et 7 filles) ont eu accès à une éducation formelle, avec une méthodologie adaptée à leurs besoins, donnant une importance à la récréation et à une éducation à la démocratie.

La maison d'accueil de Chibolito, qui permet aux enfants de dormir, de se laver et de se nourrir, a accueilli cette année 13 adolescents. Chibolito y a également organisé des ateliers productifs comme la menuiserie et l'artisanat. Un total de 42 garçons et adolescents, dont 25 garçons et 17 filles, ont participé à ces ateliers.

Avec le soutien d'un stagiaire en psychologie de l'Universidad Privada del Norte et d'un psychologue du programme *Approaching us* du ministère de la Femme, des visites au domicile des familles ont été organisées pour soutenir et guider les parents dans leur rôle. Sept pères et vingt mères ont également participé à des réunions permettant la résolution de conflits avec leurs enfants.

INDE



Notre partenaire CSEI (Centre for social equity and inclusion) se concentre principalement sur les **jeunes dalits** (intouchables) et **adivasis** (indigènes) vivant en zone rurale dans l'État du Bihar, au nord de l'Inde, afin de leur **assurer une scolarisation de qualité**. Des séances d'appui scolaire ainsi que des activités de loisirs sont mises en place pour permettre aux enfants d'être soutenus. Leurs familles ne sont bien souvent pas en mesure de les aider car elles sont illettrées. Une dizaine de centres éducatifs ont été mis sur pied, où les enfants peuvent venir étudier mais également jouer, danser, chanter, lire.





PROGRAMME DROITS CIVILS ET POLITIQUES

11 PARTENAIRES

6 PAYS

127.011 €

Entraide et Fraternité soutient les organisations de la société civile actives dans le domaine des droits humains et de la démocratie pour faire entendre la voix des plus faibles et pour faire

valoir leurs droits. Ce programme vise à encourager ces acteurs de la société civile dans leur lutte pour un monde plus solidaire, plus juste.



BRÉSIL

Entraide et Fraternité a invité ses partenaires **Caico-Metha (Brésil)** et **Abahlali (Afrique du Sud)** ainsi que le Réseau wallon de lutte contre la pauvreté (RWLP) à échanger **sur les luttes et les expériences dans la construction du droit au logement en ville**. Durant une semaine, les participants ont touché du doigt la réalité du logement urbain à São Paulo, mais aussi échangé sur les défis et les perspectives de la lutte pour un logement décent dans ces trois pays. L'accès à un logement digne est un droit universel pour lequel non seulement les partenaires du sud se battent mais aussi des associations en Belgique. L'échange d'expériences est une manière forte pour stimuler la réflexion sur les luttes et insuffler de nouveaux modes d'action.

INDE

Trois partenaires d'Entraide et Fraternité, **Jana Vikas, Orosa et Thread**, sont mobilisés dans l'État de l'Odisha, un des États les plus pauvres d'Inde, afin de permettre aux communautés marginalisées d'**avoir accès à la terre, aux programmes de scolarisation et d'infrastructures publiques** (eau, électricité...). Des activités de sensibilisation, des campagnes de plaidoyer, des conférences et des formations sont organisées en vue d'atteindre ces objectifs.

INDE, LA MENACE AUTORITAIRE

Même si l'**Inde** connaît une forte croissance, **elle reste un pays pauvre** où près de 25% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté et où les inégalités battent des records. Le premier ministre Modi, au pouvoir depuis les élections de 2017, est de plus en plus critiqué pour **son style de gouvernance autoritaire teinté de nationalisme hindou** qui laisse penser que le régime séculier jadis construit par Nehru est fortement menacé par des dérives identitaires et protectionnistes. Dans ce contexte, les dalits (intouchables) sont encore plus marginalisés, ce qui les a poussés à multiplier les manifestations.





INITIATIVES CITOYENNES DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

11 PARTENAIRES

5 PAYS

123.223 €



Les initiatives citoyennes de solidarité internationale sont soutenues par des groupes de citoyens qui s'associent à Entraide et Fraternité afin de renforcer l'impact de leur soutien à des organisations locales. Ce soutien est encadré par une convention qui précise les engagements respectifs. Ces initiatives entrent dans le cadre des valeurs et des priorités thématiques d'Entraide et Fraternité tout en renforçant la dimension de participation et responsabilité citoyenne.

À Jocotan, au Guatemala, dans un village d'une région montagneuse et isolée proche de la frontière avec le Honduras, un groupe de citoyens belges a créé l'asbl Jocotan pour donner plus d'ampleur à leur engagement solidaire. Le projet soutenu en collaboration avec Entraide et Fraternité consiste en l'appui à l'éducation d'enfants, de jeunes et d'adultes parmi les plus défavorisés :

alphabétisation, promotion de la culture locale, formation à l'agroécologie, reforestation et petit élevage pour une population rurale, essentiellement des Indiens Chortis, vivant dans de petits hameaux généralement isolés, exploitant une terre ingrate dans des conditions d'extrême précarité.

En 2017, le projet a soutenu **4 initiatives de reforestation** dans les villages de Las Flores, Candelero, Ojo de Agua et La Sierra, en procurant à ces communautés des plantes et des arbres fruitiers. Le projet a également soutenu les cours d'alphabétisation et de formation agricole assurés par le centre de la paroisse de Santiago et le centre Fe Y Alegria ainsi que la réhabilitation physique de **3 centres communautaires** à Pacren, Payaqui et Santiago (Jocotan).

PARTENAIRES FINANCÉS

Merci!

Entraide et Fraternité et ses partenaires remercient vivement les donateurs et les bailleurs de fonds privés et publics qui ont permis de soutenir tant de projets à travers le monde, **en 2017**. Leur solidarité compte pour un monde plus juste.



PROGRAMME DROIT À L'ALIMENTATION

AFRIQUE	BURUNDI	
	AVIDEC - Nyabihanga - Gitega : sécurité alimentaire durable des ménages agricoles	10.000 €
	CAM - Centre Agropastoral de Mutwenzi : programme souveraineté alimentaire pour tous	33.998 €
	CEPRODILIC-ADEPE - Rutana : programme souveraineté alimentaire pour tous	35.000 €
	OAP - Bujumbura rural : programme souveraineté alimentaire pour tous	60.593 €
		139.591 €
	MADAGASCAR	
	Caritas - Antsirabe : programme souveraineté alimentaire pour tous	95.759 €
	Coalition paysanne de Madagascar - Vakinankaratra : programme souveraineté alimentaire pour tous	31.902 €
	Centre Saint-Benoît - Fénérive-Est : programme souveraineté alimentaire pour tous	86.299 €
	Coalition paysanne de Madagascar - Analanjirofo : programme souveraineté alimentaire pour tous	22.712 €
		236.671 €
	RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO	
	APEF - Bukavu : programme souveraineté alimentaire pour tous	49.238 €
	CAB - Bukavu - Sud Kivu : programme souveraineté alimentaire pour tous	94.403 €
	BDD - Kasongo : aménagement de sources d'eau	8.263 €
	GEADES - Mboko : programme souveraineté alimentaire pour tous	66.576 €
		218.479 €
	RWANDA	
	APROJUMAP - Butare : renforcement de la production des coopératives agricoles dans les districts de Huye et Nyamagabe	43.308 €
		43.308 €
	TOTAL	638.049 €
AMÉRIQUE LATINE & HAÏTI	BRÉSIL	
	CPT - Goiás : programme souveraineté alimentaire pour tous	50.987 €
	FETRAF - Goiás : programme souveraineté alimentaire pour tous	14.461 €
	MST - Goiás : programme souveraineté alimentaire pour tous	13.825 €
	VIA CAMPESINA - Goiás : programme souveraineté alimentaire pour tous	2.327 €
		81.600 €
	GUATEMALA	
	CDRO - Totonicapan : programme souveraineté alimentaire pour tous	44.900 €
	CEIBA - Huehuetenango : programme souveraineté alimentaire pour tous	25.000 €
	COINDI - Sololá : programme souveraineté alimentaire pour tous	25.000 €
	COINDI - Sololá : appropriation des alternatives économiques par les femmes mayas et développement de leurs compétences techniques et entrepreneuriales	11.793 €
	RED KUCHUB'AL - Totonicapan : programme souveraineté alimentaire pour tous	40.000 €
	SERJUS - Totonicapan : programme souveraineté alimentaire pour tous	59.672 €
		206.365 €

AMÉRIQUE LATINE & HAÏTI	HAÏTI	
	ICKL - Port-au-Prince : programme souveraineté alimentaire pour tous	52.672 €
	PAPDA - Port-au-Prince : programme souveraineté alimentaire pour tous	135.376 €
	SAKS - Port-au-Prince : programme souveraineté alimentaire pour tous	18.687 €
	SOFA - Port-au-Prince : programme souveraineté alimentaire pour tous	24.110 €
	TÊT KOLÉTI PEYIZAN AYISYEN - Port-au-Prince : programme souveraineté alimentaire pour tous	20.125 €
		250.970 €
	MEXIQUE	
	DESMI - Chiapas : renforcement de la souveraineté alimentaire dans la région de Los Altos	8.000 €
		8.000 €
	NICARAGUA	
	FODA - Jinotega : programme souveraineté alimentaire pour tous	60.043 €
	AVODEC - Jinotega : programme souveraineté alimentaire pour tous	71.960 €
	LA CUCULMECA - Jinotega : programme souveraineté alimentaire pour tous	71.573 €
		203.576 €
	TOTAL	750.511 €
ASIE	PHILIPPINES	
	CONZARRD - Iligan City : programme souveraineté alimentaire pour tous	60.288 €
	LAFCCOD - Tubod : programme souveraineté alimentaire pour tous	33.107 €
	DKMP - Iligan City : programme souveraineté alimentaire pour tous	47.133 €
	KILOS KA- Iligan City : programme souveraineté alimentaire pour tous	31.208 €
	SUMPAY - Iligan City : programme souveraineté alimentaire pour tous	52.758 €
		224.494 €
	TOTAL	224.494 €
INTERNATIONAL	INTERNATIONAL	
	FIMARC (Assesse) : secrétariat international (soutien aux mouvements nationaux d'adultes ruraux, campagnes internationales, paidoyer)	17.000 €
	JOCI (Bruxelles) : secrétariat international (soutien aux mouvements nationaux de jeunes travailleurs, campagnes internationales, paidoyer)	17.000 €
	MIJARC (Bruxelles) : secrétariat international (soutien aux mouvements nationaux de jeunes travailleurs, campagnes internationales, paidoyer)	17.000 €
	TOTAL	51.000 €
TOTAL PROGRAMME DROIT À L'ALIMENTATION		1.664.055 €



PROGRAMME DROITS DES ENFANTS

AFRIQUE	AFRIQUE DU SUD	
	SUNFLOWER FOOTBALL CLUB - Hammersdale : intégration de filles discriminées à travers le football	5.000 €
		5.000 €
	TOTAL	5.000 €
AM. LATINE & HAÏTI	GUATEMALA	
	MOJOCA - Guatemala City : réinsertion des jeunes de la rue	15.034 €
		15.034 €
	HAÏTI	
	CHANDEL - Port-au-Prince : éducation civique des enfants et des jeunes des quartiers populaires de Bas-Delmas	3.000 €
		3.000 €

AM. LAT. & HAÏ	PÉROU	
	CHIBOLITO - Cajamarca : programme droits des enfants	9.210 €
	KALLPA - Lima : programme droits des enfants	4.052 €
		13.262 €
	TOTAL	31.296 €

ASIE	INDE	
	CSEI - Bihar : promotion des opportunités d'éducation inclusive des dalits et autres enfants marginalisés	21.600 €
		21.600 €
	PHILIPPINES	
	AKMK - Iligan City : programme pour la paix et la protection de l'environnement avec des jeunes des trois populations de Mindanao	15.000 €
		15.000 €
	TOTAL	36.600 €

TOTAL PROGRAMME DROITS DES ENFANTS	72.896 €
---	-----------------



PROGRAMME DROITS CIVILS ET POLITIQUES

AFRIQUE	RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO	
	BDD Kasongo : appui au renforcement institutionnel	15.000 €
		15.000 €
	TOTAL	15.000 €

AMÉRIQUE LATINE & HAÏTI	BRÉSIL	
	CAÏCO-METHA - São Paulo : séminaire international sur les luttes et expériences dans la construction du droit au logement en ville	6.576 €
		6.576 €
	HAÏTI	
	ICKL - Port-au-Prince : université populaire d'été	24.849 €
		24.849 €
	PÉROU	
	IPROFOTH - Lima : formation pour travailleurs domestiques	7.000 €
	GRUFIDES - Cajamarca : appui institutionnel à l'association	5.000 €
	SER - Cajamarca : appui institutionnel à l'association	5.000 €
		17.000 €
	TOTAL	41.849 €

ASIE	INDE	
	JANA VIKAS - Orissa : renforcement civil et politique des dalits dans le district de Kandhamal	26.650 €
	OROSA - Odisha : appui stratégique aux revendications des dalits en Odisha	7.500 €
	THREAD - Orissa : autosuffisance et participation politique des femmes adivasis	16.500 €
		50.650 €
	PHILIPPINES	
	LAHRA - Illigan, Lanao del Norte : plaidoyer pour les droits humains	15.800 €
	TRIPOD - Cotabato City : appui à la défense juridique	3.712 €
		19.512 €
	TOTAL	70.162 €

TOTAL PROGRAMME DROITS CIVILS ET POLITIQUES	127.011 €
--	------------------



INITIATIVES CITOYENNES DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

AFRIQUE	RÉPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO	
	CENTRE DE PROMOTION DE LA SANTÉ - Kangu : formation d'infirmières et de sages-femmes	22.327 €
	WAZEE-WETU - Bukavu : soutien aux personnes âgées	13.932 €
	ETU KIVU - Bukavu : bourses sociales en faveur des étudiants défavorisés de l'Université Catholique de Bukavu	4.700 €
		40.959 €
	TOGO	
	SOLEIL ENERGIE - Hepké : maintenance du dispensaire (rénovations, panneaux solaires, soutien au personnel soignant, etc.)	1.370 €
	MOKPOKO - Hepké : programme intégré dans la zone d'Hepké : santé, culture, environnement, éducation, activités génératrices de revenus	7.650 €
		9.020 €
	TOTAL	49.979 €
AM. LATINE	GUATEMALA	
	PAROISSE SANTIAGO - Jocotan : projets éducatifs, alphabétisation, promotion de l'agriculture	25.678 €
	ÉCOLE DES DEVOIRS - Panabaj : bourses d'études et soutien scolaire en milieu rural	2.579 €
	SILOE - Malacatan : centre de formation et hôpital des enfants dénutris	15.723 €
		43.980 €
ASIE	TOTAL	43.980 €
	INDE	
	MAHABODI - Mysore : scolarisation d'enfants défavorisés	11.369 €
	PREMJYOTI - Benarès : appui institutionnel de l'école prenant en charge des enfants moins valides	5.000 €
		16.369 €
	PAKISTAN	
	SADA-E-UMEEED - Khanewal : intégration sociale d'enfants moins valides	12.895 €
TOTAL INITIATIVES CITOYENNES DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE		123.223 €

SUPPORT ET ACCOMPAGNEMENT DU PARTENARIAT

Salaires	412.475 €
Déplacements - suivis	66.486 €
Points d'appui	16.494 €
Renforcements des capacités	6.203 €
Cotisations	81.144 €
	582.802 €
TOTAL SUPPORT ET ACCOMPAGNEMENT DU PARTENARIAT	582.802 €



EN BELGIQUE

CARÊME DE PARTAGE

Du 1^{er} mars au 16 avril 2017, Entraide et Fraternité a mené sa traditionnelle campagne du Carême de Partage en Wallonie et à Bruxelles. Le fil rouge des activités d'éducation et de sensibilisation était **le *buen vivir*, une philosophie de vie qui fait partie intégrante des sagesses ancestrales des peuples indigènes d'Amérique latine et prône la déconsommation.**

C'est **le Guatemala** qui était particulièrement mis en avant à l'occasion de cette campagne. Dans ce pays, des communautés, des associations, des paysans et des paysannes transforment leurs conditions de vie en créant **leurs propres dynamiques de développement** ancrées dans l'identité du peuple maya victime de discriminations permanentes de la part du gouvernement. Au Guatemala, les partenaires d'Entraide et Fraternité sont engagés **aux côtés des Mayas**, jouent **un rôle moteur en faveur de l'agroécologie** et militent pour la **mobilisation citoyenne**.

L'évêque de Huehuetenago, Mgr Alvaro Ramazzini, était l'invité d'honneur de cette campagne consacrée au Guatemala. Il a notamment été reçu au Parlement européen. Ensuite, du 13 au 30 mars, cinq représentants d'associations partenaires guatémaltèques sont venus témoigner auprès de nos communautés.



QUELQUES MOMENTS FORTS...

À **Bruxelles**, le 7 mars, **Mgr Ramazzini** s'est exprimé à l'International Auditorium sur l'engagement de l'Église du Guatemala en faveur de la défense des indigènes mais aussi des terres et des ressources naturelles.



À **l'UCL Mons**, le 9 mars, la **soirée-débat** « Touche pas à ma terre » a réuni, à l'initiative d'Entraide et Fraternité, Mgr Ramazzini, Bernard Duterme, sociologue et directeur du CETRI (Centre tricontinental de recherche et d'étude sur le développement et les rapports Nord/Sud - Louvain-la-Neuve), Zoé Gallez, ambassadrice de la coopérative Terre en Vue pour une agriculture durable, et Pierre Grega, professeur à l'UCL.





À **Saint-Jean-Sart**, sur le plateau de Herve, le 19 mars, la **Solidari'fête** a rassemblé les paroissiens de la région autour de la notion du *buen vivir*. Après une eucharistie, un repas et une conférence, la journée s'est achevée sur la place du village par la plantation de légumes et herbes à partager.



À l'église Notre-Dame aux Riches Claires à Bruxelles, le 26 mars, une **fête latino solidaire** a permis de perpétuer le souvenir de Mgr Romero (Salvador) et Mgr Gerardi (Guatemala) par des prières, chants et danses en costumes traditionnels des communautés sud-américaines de Bruxelles (Bolivie, Équateur, Paraguay).



Le 23 mars, les paroisses de Braine-l'Alleud et de Waterloo ont organisé un ciné-débat autour du film *La era del buen vivir* en présence de Lidia Santos, témoin invitée du Guatemala.



CAMPAGNE DROITS DE L'ENFANT

La problématique des enfants des rues était au centre de la campagne d'animations d'Entraide et Fraternité organisée en collaboration avec le SeGEC et l'association Mojoca (Guatemala-Belgique).

Du 2 au 9 octobre, Julia Arevalo, sortie de la rue grâce à Mojoca, et désormais partie prenante de l'association, est venue du Guatemala témoigner de son expérience dans six écoles primaires de Wallonie. Afin d'illustrer le droit des enfants des rues à décider de leur avenir, un module d'animation a été mis en place pour permettre aux enfants belges de réaliser qu'ils ont des droits et des devoirs en tant qu'enfants mais de changer aussi leur regard sur les enfants des rues et sur la pauvreté en général.



LE TRAVAIL DES PARTENAIRES : UNE LUMIÈRE DANS LES TÉNÉBRES

Au mois de juillet, cinq volontaires d'Entraide et Fraternité (de gauche à droite, sur la photo : Henri Maillard, José Vandeput, Jacques Delcourt, José Nzazi, Philippe Gabriel) ont eu l'occasion, dans le cadre de la préparation de la campagne de Carême

JOURNÉES D'AUTOMNE

C'est une nouvelle fois à Farnières, près de Vielsalm, que s'est retrouvée, le weekend du 28-30 septembre, toute la famille d'Entraide et Fraternité et de Vivre Ensemble. Deux jours d'échanges, de rencontres et de plaisirs avec notamment un œil sur la campagne de Carême 2018 (et sur celle d'Avent de Vivre Ensemble) et plusieurs exposés donnés par des membres de l'équipe ainsi que deux débats plus larges, comme ceux d'Etienne Mayence (*Est-il naïf aujourd'hui d'espérer ? Un avenir est-il possible ? Quelques réflexions à l'usage de nos contemporains*), et de Sybille Mertens - ULiège (*Citoyens en transition vers une économie sociale et locale*).





de Partage 2018, de rendre visite aux partenaires de RD Congo et du Burundi actifs dans les domaines de l'agroécologie et de la question de l'égalité entre les hommes et les femmes. Ils en ont ramené des images et des témoignages forts mais surtout un portrait subtil et sans concession des pays concernés et des acteurs de terrain soutenus par Entraide et Fraternité. Comme le résume Jacques

Delcourt, « *le sentiment de malaise devant tant de pagaille, de misère est un coup de poing violent dans la tête, dans le ventre. Mais, dans un deuxième temps, une lumière brille dans les ténèbres, car l'on constate que les associations partenaires font littéralement des miracles.* » En septembre, ils ont témoigné de cette expérience hors du commun lors des journées de formation d'Entraide et Fraternité.



DES ANALYSES ET DES ÉTUDES

Entraide et Fraternité encourage les décideurs à appuyer l'agriculture familiale et à réglementer le commerce alimentaire afin que toutes et tous puissent avoir accès à une nourriture quotidienne saine et suffisante.

Le secteur Politique a produit de nombreuses analyses contribuant à faire de nos thèmes de mobilisation des sujets d'actualité. Parmi ces documents, relevons les suivants :

- **des analyses portant sur les freins à la souveraineté alimentaire** comme par exemple celle sur le CETA (*Saga CETA : quel modèle pour les futurs traités commerciaux européens ?*, mars 2017) ou encore celles sur le démantèlement de la PAC (juin et septembre 2017) ;
- **des analyses portant sur les alternatives en faveur de la souveraineté alimentaire** comme celle sur l'agroécologie dans la filière lait wallonne (*Bienvenue à 'Lait lait land'*, septembre

2017) ou la critique sur les alternatives ainsi qu'une étude sur *Souveraineté alimentaire et bien vivre* » (mars 2017) ;

- **des analyses portant sur les rapports de genre** (au centre de la campagne de Carême 2018 autour du Burundi et de la RD Congo) : l'analyse de campagne (*Approche Genre dans le monde paysan des Grands Lacs*, octobre 2017), ainsi que l'analyse portant sur la digitalisation et les paysannes (*La digitalisation, un outil au service de l'empowerment des femmes paysannes ?*, novembre 2017). Dans ce registre, Entraide et Fraternité a également publié **une étude** intitulée *Agriculture : de quoi elles se mêlent !*
- **une analyse portant sur la jeunesse** (en vue de la préparation de la campagne 2019 qui y sera tout spécialement consacrée) : *Jeunesse et agriculture : deux mondes irréconciliables ?*, par René Mendoza Vidaurre et Hélène Capocci (septembre 2017).

DES ACTIONS POLITIQUES

Le 7 mars, à l'initiative d'Entraide et Fraternité et en co-organisation avec la CIDSE, Mgr Alvaro Ramazzini, l'évêque de Huehuetenango (Guatemala), a pu participer à la **journée de débat proposée par le député Claude Rolin au Parlement européen sur la thématique Business & Human Rights**. Au sein d'un panel relevé - qui accueillait également Claire Courteille, la directrice de l'OIT à Bruxelles, et Markus Krajewski, professeur en droit public international de l'Université d'Erlangen-Nürnberg -, l'hôte de notre campagne de Carême 2017 a été l'invité vedette

de cette conférence qui s'est déroulée devant **un public nombreux et averti issu des associations de la société civile et de représentants de l'Union européenne (Parlement et Commission)**.

Entraide et Fraternité a également participé aux **négociations du traité ONU Entreprises et Droits humains à Genève** en octobre 2017 et, à cette occasion a diffusé son analyse *Le Traité contraignant de l'ONU, un outil au service de la souveraineté alimentaire !*, qui a aussi été remise lors de **rencontres politiques aux affaires étrangères belges et au Parlement fédéral**.

DES ACTIONS DE MOBILISATION

Les 14 et 15 février, Entraide et Fraternité a participé à la **mobilisation européenne** (manifestation, chaîne humaine...) **devant le Parlement européen à Strasbourg** à l'occasion du vote définitif en faveur du CETA.



COMMUNICATION ET RÉCOLTE DE FONDS

En 2017, **6 numéros du magazine *Juste Terre!*** ont été tirés à 15.000 exemplaires en moyenne.

Une **newsletter électronique** est envoyée **mensuellement** à plus de 2000 personnes. Les médias, tant catholiques que généraux, ont relayé la campagne de manière importante dans la presse écrite ainsi qu'en radio ou en télévision.



LA GÉNÉROSITÉ DE NOS DONATEURS ET BÉNÉVOLES

Une fois encore, en 2017, les projets d'Entraide et Fraternité ont pu se réaliser grâce à l'énorme générosité de nos donateurs et de nos volontaires. Que ce soit **lors des collectes** réalisées dans les paroisses de Wallonie et de Bruxelles **au cours du Carême de Partage** ou par le biais de la récolte de dons tout au long de l'année, que

ce soit financièrement **ou en donnant du temps** et en s'impliquant dans nos différentes actions, tous ceux qui, **généreux donateurs ou volontaires**, contribuent à cette réussite se trouvent ici remerciés. Ce geste de partage est extrêmement important et porteur de sens.

Merci!



GROUPES SPORTIFS

Une nouvelle fois, des sportifs au grand cœur ont été nombreux, en 2017, à soutenir nos actions dans les pays du sud en faisant parrainer leurs performances. À l'occasion des **20 km de Bruxelles**, de la troisième édition du **Solidarity Bike** dans les Cantons de l'Est ou encore de la marche de printemps à **Fontaine-l'Évêque**, en Hainaut.

LEGS ET DONATIONS

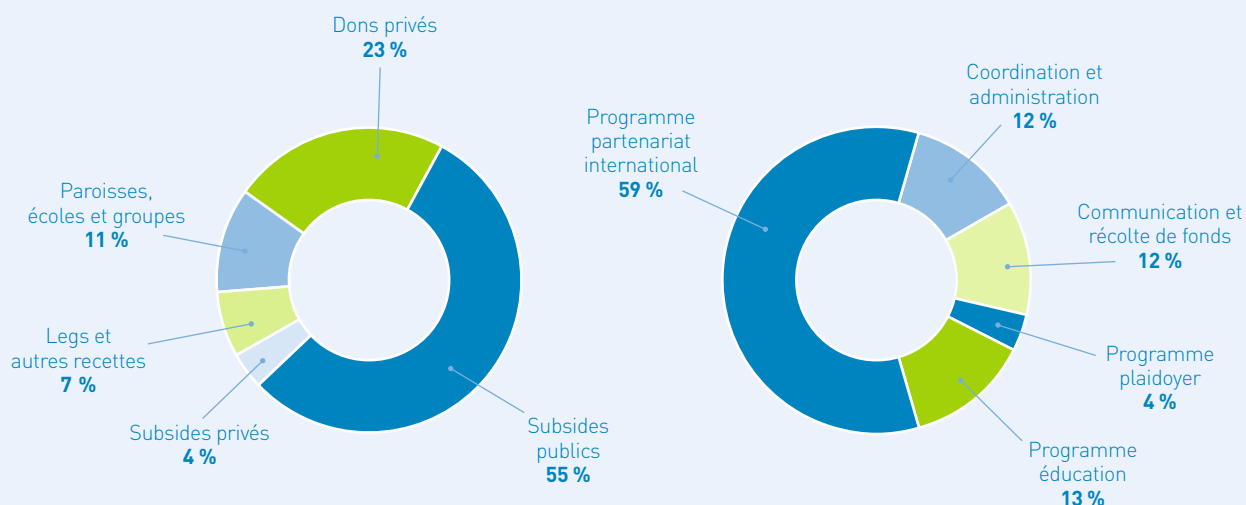
Le 30 novembre, à Bruxelles, Entraide et Fraternité a organisé **une séance d'information en collaboration avec la plateforme Testament.be** pour répondre aux questions de personnes qui souhaitent soutenir nos actions de terrain grâce à **un legs en duo, un legs particulier ou une donation**. Qu'est-ce qu'un héritage? Qu'est-ce que la part réservataire? Comment rédiger un testament? Qu'est-ce qu'un legs en duo? Qui sont mes héritiers légaux? Comment puis-je faire un legs à une association et en même temps favoriser ma famille et mes proches? Les intervenants étaient de premier plan: Maître Renaud Verstraete, notaire à Bruxelles et Patrice Macar, coordinateur de la campagne Testament.be (photo). Au terme de la rencontre, les personnes qui le souhaitaient ont pu avoir un aparté avec le notaire pour des questions personnelles.



LES COMPTES

PRODUITS	
Paroisses, écoles et groupes	475.157 €
Dons privés	1.000.861 €
Subsides publics	2.400.579 €
Subsides privés	195.383 €
Legs et autres recettes	317.558 €
TOTAL	4.389.539 €

CHARGES	
Programme partenariat international	2.589.224 €
Programme éducation	563.197 €
Programme plaidoyer	161.062 €
Communication et récolte de fonds	515.514 €
Coordination et administration	553.624 €
TOTAL	4.382.621 €



ACTIF	
Immobilisations	718.284 €
Créances	339.267 €
Disponible	592.896 €
TOTAL	1.650.447 €

PASSIF	
Réserves	1.219.152 €
Dettes	431.295 €
TOTAL	1.650.447 €

sous réserve de l'approbation de l'Assemblée générale du 16 juin 2018



Entraide et Fraternité est membre de l'Association pour une éthique dans les récoltes de fonds (AERF) et adhère à son code déontologique dans lequel est repris un droit à l'information.

Les comptes d'Entraide et Fraternité sont audités et certifiés par le cabinet MAILLARD, DETHIER & CO et déposés à la Banque nationale belge.

L'année 2017 s'inscrit dans la ligne du résultat 2016, malgré **une légère diminution des fonds propres levés**. Les dons individuels (829.725 €) s'établissent juste sous les 900.000 €, en diminution de 9% par rapport à 2016. D'autres postes diminuent également, notamment les dons collectifs. Par contre, les encaisses pour les legs sont en nette augmentation par rapport à l'exercice 2016 pour s'établir à 168.983 €. Globalement, les donations sont donc en diminution de 109.998 € (6% de diminution) pour s'établir à 1.645.002 €.

Les subsides publics ont bondi de 445.735 € pour s'établir à 2.400.579 €. Ceci s'explique par la méthode de comptabilisation des subsides de la DGD (Direction générale de la Coopération). Entraide et Fraternité a commencé son programme quinquennal Droit à l'alimentation cette année et cela entraîne une découpe des tranches de paiement de manière différente. **Les subsides privés** (195.383 €) ont également progressé par rapport à 2016. Ceci s'explique par divers facteurs, notamment l'augmentation des ressources dédiées à la levée de fonds auprès des fondations.

La somme totale des fonds propres d'Entraide et Fraternité reste toujours très importante (45% des recettes, ce qui inclut aussi les subsides d'origine privée). Ceci nous permet **une indépendance financière stratégique essentielle** et nous donne la capacité de continuer à mener nos activités de soutien à des associations de pays du sud qui, selon leurs propres priorités, luttent contre la pauvreté, promeuvent l'agriculture familiale comme l'un des moyens de lutter efficacement

contre la faim et promeuvent l'application des droits des enfants (59% des dépenses). Cela nous permet également de poursuivre nos activités de sensibilisation et mobilisation du public belge aux enjeux du mal-développement (13%) et de plaider envers les décideurs politiques (4%).

Comme lors de l'exercice précédent, **une partie de nos recettes a été consacrée à la récolte de fonds et à la communication** (12%), deux activités qui restent capitales pour envisager le futur avec confiance et pérenniser nos missions.

Les frais administratifs et de coordination restent faibles (12%), bien en-dessous de ce qui est permis par la législation belge dans le secteur des ONG (20%).

Merci infiniment à tous les donatrices et donateurs, sympathisants et sympathisantes, légataires, groupes sportifs et de solidarité, paroisses, écoles et activistes qui continuent à nous soutenir « Pour que la Terre tourne plus juste ! » Sans vous, Entraide et Fraternité ne pourrait pas avoir tout l'impact et le retentissement d'aujourd'hui.

Merci aussi aux donateurs institutionnels et privés : Direction générale de la Coopération-DGD, Wallonie-Bruxelles International-WBI, Ministère de la Communauté Germanophone, CNCD, Fondation Lebbe-Havenith, EHK-Vienne, La croix du Sud et bien d'autres encore. Avec leur soutien ajouté aux dons que notre public nous confie, un nombre plus important de projets de solidarité internationale, d'éducation au développement et de plaider a pu se réaliser.



EN LIGNE

Pour être tenu au courant de **notre actualité**, de **nos coups de cœur**, de **nos coups de gueule**



www.entraide.be



 **EntraideEtFraternite**



 **#EntraideFrater**

NOS BUREAUX

SIÈGE

32 rue du Gouvernement Provisoire - 1000 Bruxelles
T 02 227 66 80 | F 02 217 32 59 | entraide@entraide.be | www.entraide.be

Entraide et Fraternité

BE68 0000 0000 3434

Attestation fiscale pour tout don de 40 € et plus.

BRABANT WALLON

chaussée de Bruxelles, 67
1300 Wavre
GSM 0473 31 04 67
brabant.wallon@entraide.be

HAINAUT

rue Lefèvre, 59
6030 Marchienne-au-Pont
T+F 071 32 77 42 | GSM 0473 31 02 31
charleroi@entraide.be
tournai@entraide.be

NAMUR-LUXEMBOURG

Place du Chapitre, 5
5000 Namur
Namur : T 081 41 41 22
GSM 0473 31 05 81 - namur@entraide.be
Luxembourg : GSM 0476 98 73 11
luxembourg@entraide.be

BRUXELLES

rue de la Linière, 14
1060 Bruxelles
T 02 533 29 58 | GSM 0479 56 77 61
bruxelles@entraide.be

LIÈGE

rue Chevaufosse, 72
4000 Liège
T 04 222 08 00 | GSM 0473 31 05 89
GSM 0478 39 19 37
christophe.cornet@entraide.be

RÉGION GERMANOPHONE

Judenstraße, 29
4700 Eupen
T+F 087 55 50 32
info@miteinander.be

Entraide et Fraternité est une ONG catholique de solidarité internationale. Elle défend une société plus juste et plus égalitaire en appuyant la réalisation de projets de développement définis en partenariat avec des associations locales des pays du sud et en menant des actions d'éducation et de plaidoyer en Belgique francophone.

Pour que la Terre tourne plus JUSTE ! : permanents et volontaires d'Entraide et Fraternité au service d'une même mission

